

Auto-certification destinée aux personnes morales et autres entités

Cette auto-certification de résidence à des fins fiscales doit être remplie par les titulaires du compte personnes morales et autres entités. Elle a pour vocation de permettre à la Caisse d'Epargne Provence, Alpes, Corse, de se conformer à ses obligations dans le cadre de la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale¹.

A ce titre, la Caisse d'Epargne Provence, Alpes, Corse doit effectuer les diligences d'identification qui lui incombent et remplir des obligations déclaratives annuelles à l'égard de l'administration fiscale française concernant les comptes déclarables² des personnes non résidentes à des fins fiscales en France.

I- IDENTIFICATION DU TITULAIRE DU COMPTE

Veuillez indiquer ci-dessous :

Dénomination sociale :

Forme Juridique :

Représentée par (nom, prénom, fonction) :

Adresse du siège social :

Adresse de l'établissement (si différent du siège social) :

N° RCS ou RM :

Lieu :

Autres numéros d'identification :

Code NACE :

1. La réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale vise :

- la loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord Intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (ci-après « FATCA »),
- la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 octobre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (ci-après « DAC ») ;
- l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatif aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 et la Norme commune de déclaration approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014 (ci-après « NCD »).

2. Les comptes déclarables sont notamment les comptes de dépôt, les comptes-titres, les comptes courants...



II- RÉSIDENCE A DES FINS FISCALES DU TITULAIRE DU COMPTE

Veuillez indiquer ci-dessous, le ou les pays de résidence à des fins fiscales³ du titulaire du compte, en toutes lettres⁴ :

Pays de résidence à des fins fiscales	Numéro d'Identification Fiscale (NIF) ou indiquer Non Applicable (NA) en l'absence de NIF délivré par les autorités du pays de résidence à des fins fiscales
1.	

En cas de résidences à des fins fiscales multiples, veuillez indiquer ci-dessous le ou les autre(s) pays de résidence à des fins fiscales du titulaire du compte :

Pays de résidence à des fins fiscales	Numéro d'Identification Fiscale (NIF) ou indiquer Non Applicable (NA) en l'absence de NIF délivré par les autorités du pays de résidence à des fins fiscales
2.	
3.	

Veuillez indiquer ci-après l'explication raisonnable permettant de justifier les éventuelles incohérences/contradictions existantes entre les affirmations déclarées dans cette auto-certification et les autres informations collectées par la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse et communiquer immédiatement, le cas échéant, tout justificatif demandé.

3. Si le titulaire du compte n'a pas de résidence à des fins fiscales, veuillez indiquer le pays de situation de l'établissement principal ou le siège de direction effective du titulaire du compte.

4. En cas de doute sur la résidence à des fins fiscales du titulaire du compte, il est vivement recommandé de consulter un conseiller fiscal.

Nous vous remercions de bien vouloir nous indiquer à laquelle des catégories suivantes le titulaire du compte appartient⁵.

<p>A. Entité Non Financière Active (cf. définition en section I de la note d'information relative aux personnes morales et autres entités).</p> <p>Si oui, veuillez cocher le statut d'ENF Active correspondant :</p> <p><input type="checkbox"/> Entité dont la part des revenus passifs⁶ représente moins de 50 % du total des revenus ou autre « ENF Active », dont Organisme sans but lucratif</p> <p><input type="checkbox"/> Société cotée en bourse ou filiale contrôlée par une société cotée en bourse</p> <p><input type="checkbox"/> Entité publique</p> <p><input type="checkbox"/> Organisation internationale</p> <p><input type="checkbox"/> Banque centrale</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
<p>B. Entité Non Financière Passive : entité dont la part des revenus passifs⁶ représente plus de 50 % du total des revenus (cf. définition en section I de la note d'information relative aux personnes morales et autres entités).</p> <p>Si oui, veuillez indiquer la liste et les informations des Personnes détenant le contrôle (ci-après les « Bénéficiaires effectifs ») du titulaire du compte en partie III bis (cf. définition en section II de la note d'information relative aux personnes morales et autres entités).</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
<p>C. Institution financière (cf. définition en section I de la note d'information relative aux personnes morales et autres entités)</p> <p>Si oui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veuillez indiquer le numéro GIIN (« <i>Global Intermediary Identification Number</i> ») : - En cas de statut n'exigeant pas l'obtention d'un GIIN, veuillez indiquer le statut correspondant : - En cas de résidence à des fins fiscales dans un pays non-partie à l'échange automatique d'informations [<i>à ne remplir qu'en cas de résidence à des fins fiscales dans un pays non-partie à l'échange automatique d'informations</i>] : veuillez indiquer si le titulaire du compte est une entité d'investissement dont 50% des revenus bruts proviennent d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'actifs financiers et qu'elle est gérée par une institution financière : Oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> <p>Si oui, veuillez indiquer la liste et les informations des Personnes détenant le contrôle du titulaire du compte (ci-après les « Bénéficiaires effectifs ») en partie III bis (cf. définition en section II de la note d'information relative aux personnes morales et autres entités).</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
<p>D. Entités exclues par la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale (cf. liste en section I de la note d'information relative aux personnes morales et autres entités)</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>

5. En cas de doute sur le statut du titulaire du compte, il est vivement recommandé de consulter un conseiller fiscal.

6. Les revenus passifs s'entendent généralement des revenus tels que les dividendes, intérêts, loyers etc...

III bis- INFORMATIONS RELATIVES AUX BENEFICIAIRES EFFECTIFS

Si le titulaire du compte est :

- une ENF Passive (Section III B), ou
- une entité d'investissement dont 50% des revenus bruts proviennent d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'actifs financiers et qu'elle est gérée par une institution financière ayant sa résidence à des fins fiscales dans un pays non-partie à l'échange automatique d'informations (Section III C),

nous vous remercions de bien vouloir renseigner ci-après la liste et les informations des Bénéficiaires effectifs⁷.

Nom et Prénom Adresse de Résidence Date de Naissance et Pays de Naissance	Pays de résidence à des fins fiscales	Numéro d'Identification Fiscale (NIF) ou Indiquer Non Applicable (NA) en l'absence de NIF délivré par les autorités du pays de résidence à des fins fiscales

7. A noter que si un Bénéficiaire effectif a la nationalité/citoyenneté américaine, il convient de renseigner « Etats-Unis d'Amérique » en Pays de résidence à des fins fiscales ainsi que le Numéro d'Identification Fiscale américain. En cas de résidences à des fins fiscales multiples, il convient de compléter le tableau des éléments requis.

IV - DECLARATION

Le titulaire du compte déclare avoir reçu, lu et compris, préalablement à la signature des présentes la note d'information relative aux personnes morales et autres entités.

Le titulaire du compte certifie l'exactitude et l'exhaustivité des informations renseignées ci-dessus, via ses propres déclarations et sous sa responsabilité, et s'engage à informer immédiatement la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse de tout changement de situation nécessitant la mise à jour de cette déclaration.

A défaut de communiquer tout ou partie des données ou d'incohérences/contradictions non justifiées entre les affirmations déclarées dans cette auto-certification et les autres informations dont dispose la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse, ce dernier déclarera à l'administration fiscale française les comptes du titulaire du compte sur la base des indices de résidence à des fins fiscales déjà connus de la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse si la réglementation concernant l'échange automatique d'informations l'exige. L'administration fiscale française transmettra ces informations aux administrations fiscales du ou des pays de résidence à des fins fiscales concernées.

De plus, à défaut de communiquer son statut, le titulaire du compte sera considéré comme une Entité Non Financière Passive et les Bénéficiaires effectifs feront l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale française sur la base des informations dont dispose la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse les concernant, si la réglementation concernant l'échange automatique d'informations l'exige. L'administration fiscale française transmettra ces informations aux administrations fiscales du ou des pays de résidence à des fins fiscales concernées.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts, falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ou faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié est puni, conformément à l'article 441-7 du Code pénal, d'un an d'emprisonnement et de 15.000 € d'amende. Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45.000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.

Fait à :

Le / /

Représentant autorisé

Signature du représentant légal⁸

Nom :

Prénom :

Fonction au sein du titulaire du compte :

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données à caractère personnel des personnes physiques recueillies dans le présent document sont obligatoires et ont pour finalités le respect de la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale. Elles sont destinées à la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse responsable du traitement ainsi que, le cas échéant, à l'administration fiscale française pour transmission à l'administration fiscale du ou des pays de résidence à des fins fiscales du titulaire du compte ainsi que des Bénéficiaires effectifs si la réglementation concernant l'échange automatique d'informations l'exige.

Les personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification pour toute information à caractère personnel les concernant auprès de la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse, Service Relation Clientèle, BP 108, 13254 Marseille CEDEX 6, par courrier accompagné d'une photocopie de tout document d'identité signé.

Le signataire s'engage à informer les personnes physiques nommément visées dans la présente auto-certification que :

- leurs données à caractère personnel ainsi recueillies sont obligatoires et ont pour finalité le respect de la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale,
- et qu'elles peuvent exercer leur droit d'accès et de rectification auprès de la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse, Service Relation Clientèle, BP 108, 13254 Marseille CEDEX 6,

8. A défaut de signature de la présente auto-certification, la Caisse d'Épargne Provence, Alpes, Corse ne pourra pas procéder à l'ouverture du compte.

Une copie de la présente auto-certification signée est remise ce jour au titulaire du compte.